Hélène DAVID et Louis MAHEU

Sociologues, département de sociologie, Université de Montréal

(1982)

“Problèmes sociaux, contradictions structurelles et politiques gouvernementales”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Hélène DAVID et Louis MAHEU
[Sociologues, département de sociologie, Université de Montréal.]

“Problèmes sociaux, contradictions structurelles et politiques gouvernementales”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, **Les mobilisations populaires urbaines**, pp. 191-215. Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1982, 482 pp.

[Le 8 juin 2004, Madame Hélène David, sociologue, nous a autorisé à diffuser toutes ses publications.]

Courriel : helene.david@videotron.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11'')

Édition numérique réalisée le 23 juin 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Hélène DAVID et Louis MAHEU (1982)

“Problèmes sociaux, contradictions structurelles
et politiques gouvernementales”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *Les mobilisations populaires urbaines*, pp. 191-215. Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1982, 482 pp.

Sommaire

[Introduction](#)

[Le pouvoir politique québécois](#)

[Le traitement politique de la domination économique](#)

[Le rattrapage institutionnel et les problèmes de classes](#)

[Montréal](#)

[En conclusion](#)

Hélène DAVID et Louis MAHEU

“Problèmes sociaux, contradictions structurelles
et politiques gouvernementales”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *Les mobilisations populaires urbaines*, pp. 191-215. Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1982, 482 pp.

Introduction

[Retour au sommaire](#)

La crise politique qui secoue le Québec depuis le 5 octobre dernier et qui s'est amplifiée dans les jours et les semaines suivantes, ne peut s'expliquer uniquement par la situation exceptionnelle qu'ont créée les enlèvements successifs du diplomate James Cross et de Pierre Laporte, ministre du Travail du Québec, par des membres du FLQ. La ligne dure, adoptée par le gouvernement fédéral, et qui s'est imposée à l'équipe ministérielle du Québec, constitue aussi un élément essentiel de la crise. Cette ligne dure s'est manifestée tant par le refus de négocier que par la proclamation des mesures de guerre et l'occupation du territoire québécois par l'armée.

Bien d'autres éléments de cette crise doivent être retenus ; certains sont liés aux fondements même de la crise, d'autres concernent plus les conséquences et les coûts sociaux des décisions gouvernementales prises tout au long de ces jours. Il en est ainsi de l'emprisonnement de militants de différents mouvements sociaux ; de la censure de l'infor-

mation ; de la mort même du ministre Laporte ; du climat de peur et de délation créé et entretenu par les mesures gouvernementales et policières ainsi que par les déclarations insensées de plusieurs dirigeants politiques.

Il faut aussi retenir comme dimension essentielle de cette crise la défense de la politique gouvernementale comme étant la seule et unique politique possible (« The one best way »). Cette justification rangeait du coup dans le camp de l'opposition illégitime - voire dans un mouvement subversif qui voulait imposer un contre-gouvernement - tout dissident ou toute personne qui s'interrogeait sur le bien-fondé des décisions gouvernementales. Une telle rigidité chez les dirigeants politiques légitimait toute action répressive de la police qui tentait de déraciner toute forme de militantisme politique de gauche.

Mais pour comprendre et apprécier la signification de cette crise, il est indispensable de déborder les décisions politiques immédiates, les dénonciations arbitraires des autorités, les prétendues justifications d'une insurrection appréhendée et le recours aux mesures répressives qui mettent au rancart libertés civiles et politiques, ainsi que les prises de position de différents groupes qui se sont opposés à de telles manœuvres.

Une crise politique est toujours révélatrice d'un état de rapports de forces ; elle grossit, comme une loupe, les contradictions sociales qui agitent une société de manière plus ou moins perceptible en temps normal. Mais elle n'est pas que révélatrice de ces tensions ; elle est aussi un aboutissement, un éclatement d'une série accumulée de problèmes sociaux, politiques ou économiques qui caractérisent une société, problèmes dont les dirigeants politiques n'ont souvent même pas réussi à faire disparaître les symptômes. Enfin, une crise politique est aussi un multiplicateur qui monte d'un cran les contradictions et problèmes sociaux d'une collectivité.

Il faut donc, à partir des politiques gouvernementales concernant des problèmes précis, dégager les constantes d'une ligne politique et mettre en relief les rapports qui existent entre cette ligne politique et les caractéristiques structurelles de la situation économique et politique du Québec.

Il sera d'abord démontré comment les contradictions structurelles identifiées accentuent certains problèmes sociaux, politiques et économiques. L'analyse de certaines politiques visant à agir sur ces contradictions indiquera comment, en fait, elles avantagent certaines classes sociales, ou fractions de classe, au détriment d'autres classes qui sont confrontées à des problèmes sociaux complexes. Par ailleurs, ces classes sociales connaissent une mobilisation politique canalisant l'expression et l'action en vue de la défense de leurs intérêts sociaux. Il sera indiqué pourquoi cette mobilisation ne peut se faire sans que soient remises en cause les politiques gouvernementales. Les conflits sociaux qui s'amorcent rendent donc plus visibles les intérêts des groupes sociaux qui sont favorisés par les politiques gouvernementales ; ces conflits provoquent aussi une prise de conscience quant au véritable champ d'action de ces politiques qui se situent au seul niveau de l'aménagement des conditions de la subordination économique et sociale.

Faute d'appliquer des politiques de transformation majeure qui modifieraient véritablement les structures de domination économique et sociale, les dirigeants politiques sont amenés à exercer des politiques fondamentalement répressives à l'égard de tout groupe qui révèle les effets de ces dominations par la revendication ou la contestation. Cette stratégie de la destruction autoritaire de l'adversaire politique sera reliée à l'impossibilité de s'attaquer aux contradictions qui résultent des diverses structures de domination.

Les péripéties de ces événements ont trop souvent détourné l'attention des problèmes essentiels. Cette analyse, visant à préciser ces problèmes, prend pour point de départ la triple domination économique sous laquelle le Québec vit.

La domination des capitaux américains sur l'économie canadienne et québécoise se double, en effet, d'un développement économique, à l'intérieur du Canada, qui se poursuit au profit d'une région ; tant sur le plan des structures que sur celui des politiques économiques, c'est l'Ontario, où domine la bourgeoisie anglo-saxonne, qui est la plus avantagée au détriment d'autres régions. Enfin, à l'intérieur même du Québec, l'appartenance ethnique opère une différenciation nette quant

au contrôle de l'activité économique et à la distribution des revenus et des emplois.

Par ailleurs, cette structure de domination économique a des effets sociaux et politiques spécifiques sur lesquels vise à agir l'État québécois. Mais dans la mesure où les politiques mises en oeuvre favorisent surtout une classe moyenne technocratique, elles élargissent la distance sociale entre les classes favorisées et les milieux défavorisés. Ceux-ci vivent leur situation sous forme de chômage, de bas revenus, de coût élevé de la non-éducation etc. Les politiques sociales ajoutent ainsi leur propre violence à celle des contradictions existantes qu'elles ne contrent pas. Étant inefficaces, même dans le traitement des symptômes des effets de la domination, les politiques de l'État québécois se rétrécissent à une amélioration des voies de mobilité individuelle.

Enfin, le déroulement de l'analyse conduit à traiter plus spécifiquement de la situation de la ville de Montréal. Il ne peut pas être attribué au hasard le fait qu'à chaque crise politique Montréal soit particulièrement ébranlée. La métropole est en effet le lieu politique où le réseau des contradictions, identifiées comme fondements structurels à la crise, est le plus intense.

La conjonction de toutes ces contradictions est liée au statut de métropole économique de Montréal ; les conflits sociaux touchant l'orientation de la société québécoise y sont donc particulièrement exacerbés. À cela s'ajoutent les problèmes qui caractérisent directement les grands systèmes urbains : rapports ville-banlieue ; problèmes de rénovation urbaine ; ségrégation sociale de l'espace urbain ; etc.

Ainsi donc les conflits sociaux qui sont vécus à Montréal se fondent à la fois sur des problèmes urbains et sur des problèmes socio-politiques qui condensent et cristallisent, de façon nette et visible, l'ensemble des contradictions d'une société.

Le pouvoir politique québécois

Le traitement politique de la domination économique

[Retour au sommaire](#)

Il est bien entendu que le pouvoir politique québécois officiel a tenté, au fil des années, d'apporter des solutions à cet état de faits. Une analyse de ces tentatives, de leurs réussites ou échecs, s'impose donc.

Il faut d'abord souligner que beaucoup des initiatives les plus importantes lancées au niveau des gouvernements provinciaux et municipaux pour régler divers problèmes, aussi bien sociaux qu'économiques, devaient provoquer des difficultés de juridiction constitutionnelle. De quel ordre de gouvernement relevaient les problèmes à traiter ? Les pouvoirs politiques et économiques reconnus aux divers ordres de gouvernements permettaient-ils de drainer les ressources nécessaires à la solution des problèmes rencontrés ?

De telles difficultés surgissaient même si, dans la plupart des cas, les autorités politiques ne s'attaquaient qu'aux symptômes des problèmes de domination et non pas aux contradictions structurelles que provoquaient ces situations de domination.

On nota donc, au cours des dernières décennies, d'une part, des accroissements substantiels dans les dépenses des gouvernements municipaux et provinciaux.¹ Ces gouvernements étaient donc de plus en plus sollicités pour apporter des solutions à divers problèmes. Et, d'autre part, on nota aussi un nombre relativement élevé de commissions

¹ Rapport... sur la fiscalité, op. cit., p., 495, 498 ; M. Dumais, « L'évolution économique du Québec : 1940-1965 » in *Économie Québécoise*, op. cit., p. 227.

royales de toutes sortes ou de négociations multiples -notamment sur les questions de sécurité sociale et d'enseignement supérieur - qui visaient à mieux définir les responsabilités gouvernementales de chaque palier de gouvernement et, par des politiques fiscales que l'on voulait renouveler, à rapprocher les ressources disponibles des milieux décisionnels qui devaient les employer ².

Au Québec, le gouvernement provincial du début des années soixante était mû par un courant nationaliste de reconquête de certains droits et de transformation sociale ; ce fut la période de la « Révolution tranquille ». Le gouvernement alla aussi jusqu'à acquérir divers instruments industriels et financiers nécessaires à son action. Il nationalisa ce qui restait des compagnies privées d'électricité ; redéfini les structures de négociation des conflits du travail ; créa la Société générale de financement (SGF) qui devait provoquer la mise sur pied d'entreprises industrielles québécoises ; conçut la mise sur pied d'un Conseil d'orientation économique - devenu l'Office de planification et de développement du Québec - et de conseils d'orientation économique régionaux ; donna naissance à la Caisse des dépôts ; et accorda beaucoup d'énergie à moderniser les structures d'éducation du Québec de manière à donner aux Québécois les compétences technologiques et administratives nécessaires à leur participation pleine et entière au développement économique et industriel des sociétés modernes.

Si l'on cherchait par ces moyens à solutionner les problèmes de triple domination économique s'exerçant au Québec, force est de constater que ces politiques ont tourné court. Le contrôle étranger exercé sur nos industries par les mouvements de capitaux n'a été en rien modifié. La situation économique privilégiée de l'Ontario n'a pas subi de transformations majeures. Quant à la discrimination ethnique qui s'exerce au détriment des Canadiens français, elle demeure toujours aussi inacceptable.

Un examen plus attentif des tentatives faites pour résoudre beaucoup de ces problèmes à l'aide d'une éducation mieux conçue et modernisée révèle que l'on faisait en grande partie fausse route. À cet égard, les résultats des travaux commandés par la Commission Lau-

² M. Dumais, op. cit., pp. 228-229.

rendeau-Dunton sont plus qu'éloquents dans la mesure même où ils illustrent que l'éducation ne saurait effacer la discrimination, beaucoup plus forte, due au simple fait d'être Canadien-français. Et même, on sait que ces travaux mettent en évidence le fait qu'à un niveau égal d'instruction, le Canadien français n'aurait toujours pas un revenu comparable à son homologue canadien-anglais.

Les mesures politiques utilisées n'ont pas causé de transformations majeures au sein des contradictions structurelles qui affectent le Québec et les problèmes de la triple domination économique restent encore déterminants pour la situation québécoise.

Les conseils d'orientation économique et l'Office de planification et de développement du Québec peuvent-ils favoriser de réelles expériences de planification économique quand l'économie dont il est question est une économie dominée financièrement, commercialement et politiquement, économie qui se fait imposer des décisions par des bureaux administratifs et des services de développement industriel le plus souvent localisés hors du territoire québécois et même canadien ?

Si bien que la question se pose de savoir si le Québec détient les pouvoirs économiques, notamment fiscaux et monétaires, et les pouvoirs politiques nécessaires à la mise en oeuvre de solutions satisfaisantes. La SGF n'a pas vraiment favorisé la formation et le développement d'industries nouvelles mais a acquis des industries en situation économique difficile.

Force est de constater que les politiques fonctionnelles mises en oeuvre par l'appareil politique officiel ne sauraient être qualifiées de tentatives politiques conséquentes visant à la maîtrise des contradictions structurelles économiques qui déterminent l'évolution de notre société. On sait maintenant que les efforts du gouvernement québécois pour diversifier, par l'utilisation de divers groupes financiers, les sources de provenance des capitaux nécessaires à sa politique nationale de développement ne furent pas poursuivis avec l'énergie indispensable à leur efficacité. Des groupes financiers anglophones bien connus, selon les révélations d'un conseiller économique du gouvernement d'alors, auraient exercé des pressions politiques très fortes dont le gouvernement dut tenir compte dans diverses prises de décision relatives à sa

conception du développement économique du Québec. La maîtrise politique des problèmes économiques du Québec aurait exigé et exige encore de vigoureuses politiques permettant d'exercer un contrôle réel sur notre économie.

Le rattrapage institutionnel et les problèmes de classes

[Retour au sommaire](#)

Faut-il dès lors affirmer que toutes les politiques tentées pour solutionner les problèmes économiques ont été sans résultat aucun ?

On ne peut nier - et le dossier de l'éducation à cet égard est probant - que ces politiques ont bel et bien constitué un effort de rattrapage et de modernisation institutionnels. Mais, par ailleurs, il faut soulever une autre interrogation à propos de ces politiques. Est-il possible d'établir à quels groupes sociaux, internes au Québec, elles ont profité ? Peut-on préciser quels groupes sociaux se servaient de l'appareil de l'État pour satisfaire leurs intérêts sociaux ou étaient avantagés par les politiques mises en oeuvre par l'État ?

Quand on examine, par exemple, le dossier de la nationalisation de ce qui restait de compagnies privées d'électricité, en 1962, l'on constate que cette politique fut sans doute bénéfique à la classe moyenne technocratique canadienne-française. Une telle politique a pu simultanément déclencher un plus grand contrôle social sur le développement économique d'un secteur industriel clef pour le Québec, elle a pu aussi favoriser l'émergence d'une force d'entraînement au niveau de la rationalisation industrielle de cette entreprise ou au niveau de l'investissement de capitaux dans une industrie québécoise. Il n'est pas évident cependant que ce sont là les fruits de la seule opération de 1962, dans la mesure où la première nationalisation d'une partie de ce secteur industriel en 1944 a dû provoquer de tels résultats. Par ailleurs, autre conséquence indéniable, cette nationalisation a bien entendu provoqué une redistribution ethnique d'occupations à revenu élevé et cette redistribution ne s'est pas faite en faveur de la classe sociale défavorisée

canadienne-française qui fournissait déjà des manœuvres pour cette industrie comme pour d'autres industries. C'est essentiellement la classe moyenne technocratique qui a profité de cette disponibilité nouvelle de postes de gérants, de professionnels salariés, etc... ³ « Le maître chez nous » aux Outardes que développe la publicité a-t-il profité à la classe sociale défavorisée ? Dans la mesure où cette opération n'était pas encadrée de transformations structurelles qui auraient rapproché cette classe sociale des mécanismes de pouvoir économique et politique qui auraient pris en charge la défense de leurs intérêts, elle profitait à des groupes sociaux bien spécifiques au sein de notre collectivité.

En ce qui a trait à la réforme de l'éducation, il faut bien reconnaître que la mise sur pied d'écoles secondaires polyvalentes et de collèges d'enseignement général et professionnel constitue des initiatives aptes à favoriser l'accessibilité générale et égalitaire à l'éducation et à l'enseignement supérieur. Mais cette politique n'implique pas que les enfants de tous les milieux sociaux sont également prêts à profiter de cette égalité devant l'école. On sait très bien que le développement de l'intelligence est fonction du milieu social et culturel de sorte que les enfants des milieux défavorisés sont moins aidés dans leur développement que ne le sont les enfants de classe moyenne technocratique où la culture, l'école, l'enseignement sont valorisés par la famille et le milieu social ⁴. Et devant de telles réalités, la pédagogie est souvent irrationnelle puisqu'elle s'adresse plus facilement et intelligemment à ceux qui possèdent déjà beaucoup de capacités alors qu'elle devrait essentiellement favoriser ceux qui en sont dépourvus. Réaliser un tel renversement impliquerait une spécialisation des professeurs devant oeuvrer en milieu défavorisé, et une pédagogie du développement de l'intelligence qui tiendrait compte du milieu familial, social et culturel.

³ Pour ce dossier, voir A. Breton, « The Economics of Nationalism » in *Journal of Political Economy*, August 1964, pp. 376-386. Il va sans dire que nous ne partageons pas la condamnation implicite que l'auteur fait de tout mouvement nationaliste de libération économique ou politique. Les informations relatives à la nationalisation de l'électricité systématisées par l'auteur peuvent être resituées, comme nous le faisons, dans un autre cadre d'analyse.

⁴ Voir à ce sujet, Pierre-W. Bélanger, « L'école polyvalente : ses incidences sociales » in Pierre-W. Bélanger et Guy Rocher, *École et société au Québec*, Montréal, H.M.H., 1970, pp. 361-388.

Ces réalisations devraient être préalables aux opportunités égales de choix au niveau de l'école secondaire polyvalente et du CEGEP. Donc, pour que ces réformes n'élargissent pas le fossé entre les classes sociales et qu'elles ne haussent pas le coût du manque d'instruction en termes de statut occupationnel bas et de chômage, il aurait fallu s'attaquer à la genèse différentielle du développement de l'intelligence selon les milieux sociaux. L'absence de toutes préoccupations semblables au sein de la politique gouvernementale n'a fait que lier plus fortement le système d'éducation rénové à l'avenir social et aux intérêts de la classe moyenne technocratique qui était déjà plus à même de profiter des ressources éducatives et culturelles de la société. Aussi est-il vraisemblable que ces réformes aient en grande partie maintenu plutôt qu'aboli les inégalités sociales devant l'École.

Il faut encore ajouter que les CEGEP étaient confrontés à un autre problème : soit leur articulation, en tant que niveau d'enseignement, avec les structures socio-économiques de la collectivité. A cet égard, le mouvement d'occupation des CEGEP en octobre 1968 n'est pas dû seulement à une réaction ou une inadaptation au changement. Ce mouvement est aussi et surtout l'expression d'une crise et d'une interrogation qui concernent les rapports, au sein d'une société, entre le système d'éducation et le marché du travail. On peut se demander si la réforme de l'éducation était suffisamment fonction des exigences du développement économique : le Québec peut-il planifier son économie et l'utilisation des ressources humaines que lui prépare son système d'éducation ? Non seulement une telle expérience ne fut pas suffisamment tentée mais on se demande si elle est possible dans le contexte des structures économiques et politiques actuelle où le Québec subit une triple domination économique.

L'éclatement de tous ces problèmes a provoqué la mobilisation de mouvements sociaux qui se sont organisés pour identifier ouvertement et analyser ces difficultés. En plus de l'occupation des CEGEP, il y eut la manifestation du « McGill français » qui réclamait qu'une institution d'enseignement et de recherche, dont le rendement est appréciable, tienne davantage compte des besoins du milieu canadien-français et lui donne libre accès à toutes ses ressources de manière à faciliter la promotion sociale du Canada français.

On a constaté aussi un rattrapage institutionnel au niveau du monde ouvrier, rattrapage qui visait à mieux gérer les relations industrielles et les conflits qu'elles peuvent provoquer. Tel était le but visé par le Bill 54 de juillet 1964, notamment. Ces efforts n'ont pas empêché par ailleurs certains coups de force de la part du gouvernement pour obliger divers groupes de travailleurs à reprendre le travail ; il en fut ainsi à propos des enseignants et des ouvriers de la construction. Ces tentatives visaient essentiellement à ramener les conflits dans le cadre de l'entreprise, alors que leurs composants même débordent ce cadre.

En effet, les problèmes ouvriers, comme ceux de l'entreprise, concernent de plus en plus directement la vitalité économique de certaines régions ou municipalités, ou le vieillissement de structures économiques désuètes qui ne réussissent plus à véhiculer les exigences du développement et du mieux-être des populations défavorisées.

Si on s'arrête, par exemple, aux difficultés de l'industrie de la construction, on constate qu'elle périlclite dangereusement, surtout en province, de sorte qu'il se crée au sein même de cette industrie une inégalité de revenus, de productivité et de salaires et que cette industrie entretient un taux de chômage élevé. D'autres situations illustrent aussi combien les problèmes ouvriers sont de moins en moins liés exclusivement au contexte de l'entreprise et concernent davantage des questions comme la vitalité économique et industrielle de diverses régions. Pensons, par exemple, aux nombreux problèmes soulevés ces dernières années par la région de St-Jérôme, par les paroisses marginales gaspésiennes, par des événements comme ceux qui se sont produits à Cabano.

Il faut encore ajouter que si, dans certains cas, des législations sociales spécifiques existent, elles ne sont pas toujours accompagnées de moyens adéquats permettant de les appliquer. Tel est le cas de la loi du salaire minimum dont trop peu d'inspecteurs surveillent l'application de sorte que beaucoup de travailleurs, et de jeunes travailleurs, y échappent ⁵.

⁵ CEQ, FTQ, CSN, *Colloques régionaux '70*, Montréal, 2e trimestre, 1970, pp. E5 à E8.

Devant de tels problèmes qui menaient bien souvent à des situations conflictuelles, des mouvements sociaux d'opposition se sont mobilisés pour la défense des intérêts de populations sociales défavorisées auxquelles ne sont pas attentifs et ne peuvent l'être les partis traditionnels. En effet, ces derniers desservent des clientèles de milieux sociaux favorisés ou des clientèles rurales très marginales ; c'est aussi au sein de ces populations qu'ils trouvent leur propre personnel politique ⁶. Les mouvements sociaux d'opposition cherchaient, quant à eux, à s'enraciner dans les milieux défavorisés et visaient des transformations économiques et politiques majeures qui ne perpétueraient pas la domination sociale dont avait réussi à profiter la classe moyenne technocratique.

Depuis quelques années, le mouvement syndical s'est de plus en plus dirigé de ce côté. Ce fut l'expérience du deuxième front, (i.e. d'un front social et politique qui devait prolonger les luttes lancées au niveau de l'entreprise). Les syndicats ont ainsi organisé, dans diverses régions économiques du Québec, des Comités d'action politique de base réunissant des militants de toutes les centrales syndicales. Ces expériences donnèrent lieu à des colloques régionaux où fut mis au point un ensemble d'objectifs économiques et politiques poursuivis par ces comités d'action politique.

Cette expérience fut précédée par celle des comités de citoyens qui se sont organisés dans divers quartiers des grandes villes pour intéresser directement les citoyens à la solution de leurs problèmes économiques et politiques. La mobilisation politique que devaient connaître, de cette façon, les classes sociales défavorisées devait mener à la création du FRAP qui milite d'abord sur la scène politique montréalaise.

L'élection du 29 avril dernier devait cristalliser, si besoin était, le décalage existant entre les partis politiques traditionnels et les milieux sociaux défavorisés. Ainsi, on se souvient que le Parti libéral du Québec, qui prenait le pouvoir avec 47% du suffrage universel, était fortement appuyé par la classe moyenne technocratique et, à Montréal,

⁶ Robert Boily, « Les candidats élus et les candidats battus » ici Vincent Lemieux, éd., *Quatre actions provinciales au Québec, 1956-1966*, pp. 67-122.

recueillait la quasi-totalité des votes de la minorité anglophone. Ce fait révélait de façon évidente l'éloignement de ce parti des milieux sociaux défavorisés. Par ailleurs, les populations défavorisées du Sud-est de Montréal votaient très majoritairement pour le Parti québécois - lequel obtenait 23.5% du vote populaire - appuyant vraisemblablement et son programme nationaliste d'indépendance et son programme social plus audacieux que celui d'autres partis. Si ce parti avance certaines solutions précises aux problèmes de la participation politique du Québec à la Confédération canadienne, on ne saurait d'emblée lui reconnaître un programme social conforme aux intérêts des milieux sociaux défavorisés qui l'ont appuyé. Il semble, bien au contraire, que ce parti vise une indépendance qui serait davantage profitable à la classe moyenne technocratique. Ainsi l'illustre sa position sur l'assurance-santé ; cette position politique, sur la question de la masse monétaire consentie aux spécialistes, était en-deçà de la position gouvernementale. On sait que seule l'intervention publique d'un membre du Conseil national du Parti devait aligner ce dernier sur une ligne politique plus conforme à une politique salariale qui tient davantage compte d'un équilibre général plus juste des revenus au Québec. A propos du bill sur l'usage de la langue française au Québec (Bill 63), on ne peut dire que ce parti adoptait une position très conciliable, d'une part, avec les problèmes que soulèvent les questions de la langue au travail et de la discrimination exercée contre les francophones en ce qui a trait à leurs promotions occupationnelles et, d'autre part, avec les droits linguistiques d'une majorité ethnique qui reçoit l'apport d'immigrants.

Dans l'ensemble, les tiraillements qui existent de plus en plus entre la députation officielle du Parti et son Conseil national manifestent que le Parti est divisé sur la question de savoir de quelle clientèle sociale il défend les intérêts. Si ce parti avait voulu se faire l'expression politique de la classe sociale défavorisée, il lui aurait fallu un programme politique beaucoup plus démocratique et vigoureux au niveau de ses objectifs sociaux et économiques pour réduire les écarts existants entre les diverses classes au Québec.

Bref, on peut conclure que le fonctionnement du système politique québécois ajoute aux contradictions structurelles issues d'une triple domination économique, ses propres contradictions structurelles ce qui implique, comme on le verra en examinant la situation de Mon-

tréal, que les solutions politiques aux crises du Québec ne sauraient être efficaces sans des transformations majeures des structures économiques et politiques de notre société.

Cette loi de la conjonction des contradictions structurelles s'applique encore très bien à l'action du gouvernement provincial au sein de la crise actuelle ; d'autres textes traitent plus directement de cet aspect des événements. Qu'il nous suffise de mentionner ici que, loin d'adopter une voie originale dans la solution de la crise, le gouvernement provincial au mieux maintenait les contradictions en place par l'abandon aux autres ordres de gouvernement du pouvoir décisionnel et par le zèle écolier avec lequel il s'occupait de l'intendance : muni par ceux qui décidaient, de pouvoirs juridiques étendus, il interpellait et arrêtaient les militants des mouvements sociaux d'opposition qui oeuvraient dans les milieux défavorisés.

Montréal

[Retour au sommaire](#)

C'est à Montréal, métropole financière, industrielle et commerciale du Québec que les tensions créées par la domination économique étrangère et canadienne, ainsi que par la ségrégation ethnique, sont les plus fortes. Les autres régions de la province souffrent surtout de sous-développement économique, comme effet du contrôle étranger de l'économie.

À cause de son rôle de centre de gestion économique, Montréal est le lieu où la présence de la classe dominante est la plus accusée. C'est là qu'elle est la plus visible ; elle est inscrite dans la répartition de l'espace urbain et confirmée par la ségrégation dans l'emploi. Elle est marquée par la langue d'usage et de travail et maintenue par l'assimilation des immigrants ; elle s'impose quotidiennement par le contraste des niveaux de vie. Cette domination de classe est partout présente, à Montréal, bien qu'elle soit souvent dissimulée sous le masque du dy-

namisme économique et d'un niveau de vie plus élevé qu'ailleurs au Québec.

Cette conjonction des diverses contradictions entraîne le développement de conflits sociaux et politiques plus nombreux et plus intenses à Montréal. Mais le chevauchement et l'imbrication réciproque des diverses dominations, qui ont été analysées précédemment, rend extrêmement rare - et difficile - le développement d'une lutte sociale autour d'un seul objectif spécifique. Le plus souvent, il y a débordement : les conflits linguistiques sous-tendent des revendications d'égalité économique ; les conflits scolaires renvoient à des problèmes de disparité des ressources entre groupes d'allégeance religieuse et d'origine ethnique différentes ; les revendications au sujet de problèmes urbains ne peuvent être isolées de la question de la répartition de l'espace urbain entre les divers groupes ethniques et classes sociales. Comme l'analyse vise précisément à déceler les effets spécifiques de chaque contradiction, elle sera poursuivie en décomposant ces enchevêtrements complexes.

Les effets de la domination économique sont très perceptibles à Montréal et c'est en grande partie leur visibilité même qui accentue les conflits sociaux.

Quelques traits marquants préciseront ici l'effet de cette domination économique. La plupart des grandes entreprises du Québec ont leur siège social à Montréal ; la proportion varie entre 90 et 100% ⁷. Les institutions financières, y sont plus fortement centralisées qu'à Toronto : cinq des huit banques à chartre canadiennes (contrôlant 51% de l'actif de toutes les banques canadiennes), ont leur siège social à Montréal ⁸ ; on y trouve donc présent un niveau de décision des activités économiques qui ne se retrouve pas ailleurs. En ce sens Montréal est un centre de gestion administrative de l'activité économique (dans la mesure où il y a une autonomie à l'égard des entreprises-mères).

⁷ Lefrançois Pierre, « Montréal, métropole commerciale », *L'Actualité économique*, no. 1, vol. 47, avril 1967, p. 110.

⁸ Dell, Aniello, Paul, « Montréal, métropole financière », id. pp. 112-117.

Cette activité économique plus dynamique de la métropole n'avantage cependant pas tous les groupes ethniques également : les Canadiens français, qui forment 60% de la main-d'œuvre, n'ont que 17% des postes administratifs. À Montréal, la proportion de Canadiens français aux niveaux de salaires les plus élevés est encore plus faible qu'en province. On peut se demander si cela n'est pas dû, précisément, à la présence de centres de décisions plus importants. Aussi cette concentration des activités de gestion économique y maintiendrait aussi une proportion plus élevée de population d'origine ethnique britannique (17.9%) que dans l'ensemble du Québec (10.8%) ainsi que de langue anglaise (23.5% ; ensemble du Québec : 13.3%). En conséquence, à Montréal, 86% des anglophones qui gagnent plus de \$5,000 sont unilingues ⁹. Ce sont là les effets cumulatifs d'une domination économique doublée d'une ségrégation ethnique sur le plan du travail ¹⁰. La fonction de gestion économique, qui est plus marquée à Montréal, a pour corollaire, non seulement la présence plus marquée de la classe dominante anglophone. Mais encore elle entraîne le développement d'une classe moyenne importante. Celle-ci se retrouve en grande partie dans de grandes organisations publiques ou parapubliques (les média d'information ; les universités ; l'Hydro-Québec). L'opposition de cette classe à la bourgeoisie anglo-saxonne prend surtout une forme nationaliste, exprimant en grande partie des revendications de mobilité collective et visant à renverser les mécanismes qui perpétuent la ségrégation ethnique dans l'activité économique.

D'autre part, c'est aussi à Montréal que la classe ouvrière est la plus organisée et donne une expression plus politique à ses revendications. D'une part, elle confronte les dirigeants anglophones au niveau de la lutte dans l'entreprise, par l'entremise du mouvement syndical ¹¹, d'au-

⁹ Lysiane Gagnon, id.

¹⁰ Cependant la proportion de la main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier n'accuse pas une différence notoire avec le reste du Québec, parce que les industries à haute capitalisation qui sont les plus productives et requièrent moins de main-d'oeuvre, y sont concentrées. 46% des établissements industriels du Québec qui s'y trouvent sont responsables de 58% de la valeur de la production. (Germain, Denis, « Montréal, métropole industrielle », *L'Actualité économique*, vol. 47, no. 1, avril '67, pp. 118-127).

¹¹ Qui représente plus de 50% des syndiqués de tout le Québec et la grosse majorité des effectifs de la FTQ.

tre part, elle a lutté aussi sur le plan politique par l'intermédiaire des comités de citoyens, du FRAP, de la constitution du deuxième front et des comités d'action politique des syndicats. Elle fait alors face aussi à la petite bourgeoisie francophone (tels que les dirigeants municipaux), solidaires de la structure de domination existante.

Les rapports complexes entre les différents types de domination économique et les rapports de classe se structurent en conflits sociaux, à deux plans différents, plans qui ne sont cependant pas autonomes. Il y a d'une part, *'des problèmes socio-politiques dont l'expression conflictuelle est beaucoup plus accentuée à Montréal*, à cause des traits spécifiques définis précédemment. D'autre part, certains problèmes, qui sont une conséquence d'une répartition de l'espace urbain à l'avantage des couches sociales plus favorisées sont *spécifiquement urbains*.

Des illustrations de chaque type de problèmes et des groupes sociaux qu'ils mobilisent permettront de montrer comment chaque problème particulier relève toujours d'une domination spécifique mais, par ailleurs, se relie à l'ensemble du réseau de contradictions. Le mouvement nationaliste exprime bien le premier type de problèmes, tandis que l'émergence des mouvements sociaux urbains à base plus ouvrière, témoigne du second type de problèmes.

La première partie de la décennie a été marquée, à Montréal, par l'émergence d'un vigoureux mouvement nationaliste. Les choix socio-économiques, liés à ce nationalisme couvraient tout l'éventail des positions allant de l'extrême-gauche à l'extrême-droite. Mais même chez ceux qui étaient particulièrement sensibles à la domination économique étrangère, l'adversaire prenait le visage du pouvoir politique à Ottawa. Tant pour ceux-ci que pour ceux qui ressentent surtout la menace à leur identité culturelle, la vie quotidienne à Montréal donne amplement matière à cette prise de conscience ; qu'il s'agisse de la discrimination linguistique et ethnique, que ce soit au travail ou dans les activités de consommation, les uns y voient une exploitation de classe, les autres une simple domination ethnique. Les attaques terroristes sont passées graduellement d'objectifs symboliques comme les institutions fédérales, à des cibles où la domination économique se confond avec la ségrégation ethnique (les attaques contre la Dominion

Textile ou la Place de la Bourse) ainsi qu'à des cibles relevant de purs rapports de classe (l'entreprise de chaussures La Grenade).

Lorsque l'on considère l'importance du vote indépendantiste lors des deux dernières élections provinciales, il est évident que l'appui électoral à cette option est plus fort dans la région métropolitaine qu'ailleurs en province ¹². De plus, à chaque élection le vote montréalais se scinde selon une base ethnique et selon la classe sociale entre les circonscriptions de l'Ouest de l'île et celle de l'Est ¹³. Le Parti libéral est associé aux nantis. Le vote des circonscriptions populaires et canadiennes-françaises de la partie Est de l'île est plus souvent un vote de rejet du parti dominant qu'un vote positif ¹⁴. Mais il demeure néanmoins très significatif que la presque totalité de la députation péquiste qui siège à l'Assemblée nationale ait été élue dans des circonscriptions populaires de Montréal, obtenant aussi une fraction très importante du vote dans les autres circonscriptions canadiennes-françaises. Bien que n'ayant pas un programme politique qui défend les intérêts de la classe ouvrière, le Parti québécois est une des rares avenues d'opposition aux politiques gouvernementales qui consolident encore la domination économique.

La ligne d'intégration scolaire (LIS), à la suite des événements de St-Léonard, s'associe au mouvement étudiant pour manifester contre le rôle de l'Université McGill au Québec. Ce prolongement à l'occupation des CEGEP de l'automne '68, indique bien comment le problème de l'assimilation des immigrants au groupe anglophone, ainsi que celui des débouchés sur le marché du travail pour les étudiants, se rejoi-

¹² En 1966, le vote en faveur du RIN dans la zone métropolitaine est de 10% en moyenne, il dépasse 10% dans neuf comtés. (cf. Robert Boily) « Montréal, une forteresse libérale » *Socialisme* '66, no. 9/10, p. 154 ; en 1970, selon les pourcentages les plus élevés de voix accordées au Parti Québécois, l'agglomération métropolitaine vient en tête : 37.8% dans Montréal-Nord, 35.5% dans Montréal-Est, 33.3% dans Montréal Centre et 26.7% dans Montréal-Rive-Sud. (Point de Mère, juillet '70, p. 38).

¹³ Id. p. 38 ; en 1970 dans la région de Montréal ouest, le pourcentage des voix appuyant le PQ n'est que 13.9%. Pour une analyse du vote de la région métropolitaine en 1966, voir Boily, Robert, *ibid.*

¹⁴ Pinard, Maurice « Classes sociales et comportement électoral », in *Quatre élections provinciales au Québec*, p. 171.

gnent. Ce sont là les deux versants d'une même situation ; le blocage des francophones au niveau des emplois et les possibilités de mobilité rapide pour ceux qui commencent au milieu de l'échelle occupationnelle au-dessus des francophones, en apprenant l'anglais, sont les composantes d'une ségrégation ethnique qui renforcent les structures des classes sociales. La revendication commune pour un McGill français reçoit sa signification du fait que le système d'enseignement est de plus en plus perçu comme un facteur institutionnel structurant déjà fortement les voies d'accès à des carrières définies à l'avance parla ségrégation ethnique.

Par ailleurs, certaines politiques décidées au niveau provincial comme nous l'avons vu précédemment, ont des répercussions plus fortes sur la région de Montréal dans la mesure où elles touchent des problèmes et affectent les intérêts de groupes sociaux plus présents et mieux structurés à Montréal. Ainsi le Bill 63 a eu évidemment plus de retentissement à Montréal à cause de la composition ethnique de la ville et des privilèges dont jouit la majorité anglophone à Montréal. Il n'est pas étonnant que le Bill 62, concernant la restructuration des commissions scolaires de l'île de Montréal, rencontre beaucoup de résistance. Car ce qui est en cause est la répartition des ressources fiscales entre les commissions scolaires ; une unification atteint évidemment les privilèges des groupes socio-économiques plus nantis et aurait pour effet de contrer les effets cumulatifs de la déprivation dans les quartiers défavorisés.

Simultanément à ces revendications posées surtout par une classe moyenne cherchant à élargir ses voies de mobilité collective par une option nationaliste, d'autres problèmes socio-économiques dont les symptômes sont plus aigus dans la métropole, prennent une importance grandissante. Ces problèmes sont plus liés aux effets de la domination économique et des rapports de classe sur la vie urbaine.

En effet, lorsqu'on examine la répartition de la main-d'œuvre par tranches de revenus, on voit que la ville de Montréal, est à ce titre nettement dans une situation d'infériorité par rapport à sa banlieue même si elle demeure avantagée par rapport au reste du Québec :

% de salariés masculins par tranche de revenu – 1961 ¹⁵			
	Ensemble du Québec sans la z.m. de Montréal	Montréal (zone métropolitaine)	Montréal (ville)
\$2,999 et moins	51.3	30.8	34.4
\$3,000 à 5.999	42.3	55.0	53.2
\$6,000 et plus	6.4	14.2	9.2

Cette différenciation interne à la zone métropolitaine est encore plus significative si on oppose la répartition des revenus des résidents de la ville de Montréal à ceux de quelques municipalités satellites :

Salariés masculins selon les tranches de gains dans quelques municipalités de la région métropolitaine ¹⁶			
MUNICIPALITÉ	\$2,999 et moins	\$3,000 à \$4,999	\$6,000 et +
Ville de Montréal	34.4	53.2	9.2
Verdun	23.1	65.5	8.6
Lachine	22.6	57.6	19.9
Outremont	35.4	42.1	17.7
Westmount	28.3	34.1	37.6
Dorval	12.4	38.11	49.5
Côte St-Luc	16.9	30.7	52.4
Ville Mont-Royal	13.4	15.0	71.6

¹⁵ % compilés d'après : les T. 28, Bull. 3.3-10 ; T. 32, Bull. 3.3-11, T. 27, Bull. 3.3-9, *Recensement du Canada 1961*. (Ottawa, Bureau fédéral de la Statistique).

¹⁶ Notons que les données pour Westmount et Outremont sont différentes de celles qu'on pouvait imaginer ; les nouveaux « beaux quartiers » sont plus éloignés du centre, tandis que ces deux municipalités sont de plus en plus « envahies » par la population qu'un centre-ville trop restreint ne peut plus contenir (zones de taudis à Westmount et néo-Canadiens en nombre croissant dans Outremont). Tableau compilé d'après le T. 27, Bull. 3.3-9, *Recensement du Canada, 1961*.

Il est alors évident que se trouvent concentrées, dans la ville même, les couches salariées à bas revenus. Certaines banlieues regroupent plutôt des couches de salariés moyens. Mais dans tous les cas, il est flagrant que les catégories les mieux nanties émigrent hors du centre-ville pouvant ainsi profiter des services fournis par la ville sans y contribuer leur part de taxation dont le fardeau est reporté sur les petits salariés.

Les besoins sociaux des citoyens de la ville même sont donc en partie l'effet de la répartition inégale du fardeau fiscal entre les différentes couches sociales.

Un examen sommaire d'un dossier important comme celui du logement en donne un exemple frappant. Les montréalais sont locataires de leurs logements dans une proportion de 75%. De ces logements, il n'y en a que 35% qui répondent aux normes établies par les autorités alors que 40% exigent des réparations et que 25% sont carrément des taudis. Par ailleurs, la proportion du budget familial que représente le coût du logement à Montréal est énorme ¹⁷. Ces logements classés comme taudis sont au nombre d'environ 100 000.

L'acuité de tels problèmes, dont le logement n'est qu'un exemple parmi d'autres, a provoqué la formation de nombreux comités de citoyens qui se sont développés dans les dernières années à Montréal. Leur mise sur pied a souvent été aidée par le travail d'animateurs sociaux dont l'objectif était de provoquer une prise de conscience par les citoyens afin qu'ils formulent eux-mêmes leurs revendications sociales et leurs choix politiques.

L'action de ces comités se faisait au début en parallèle avec l'action politique de militants syndicaux qui travaillaient sur le deuxième front. La prise de conscience que, dans une large mesure, les conditions de vie des travailleurs ne peuvent pas être améliorées ou transformées seulement par la négociation au niveau de l'entreprise commençait donc à se traduire dans l'action et aboutissait à la fondation du

¹⁷ FRAP, Les salariés au pouvoir (Montréal, Presses Libres, 1970). 25% alors qu'au Québec, la moyenne est de 18.8%.

FRAP, mouvement d'action politique qui vise à agir sur l'ensemble des problèmes des salariés.

Devant l'incurie totale de l'administration municipale à l'égard des besoins sociaux de la population, le FRAP avait déterminé, comme premier objectif, la constitution d'une opposition, siégeant au conseil municipal. Effectivement, l'absence d'une opposition « parlementaire » rend encore plus difficile l'expression des besoins de la population et de la revendication pour exiger une action des autorités municipales.

Si l'on reprend l'exemple du logement, par exemple, les données indiquent que Montréal détruit 2,000 taudis par an (sur 100,000) ; on peut se demander si cette proportion arrive même à couvrir là le nombre de logements qui deviennent taudis à chaque année. De plus, détruire des taudis ne touche même pas la question du relogement des populations déplacées. En dix ans, la ville de Montréal n'a jamais affecté même 1% de son budget au service d'habitation ; sur 100,000 taudis elle en démolit 2,000 par an et elle n'a construit que 200 logements à loyer modique ¹⁸. Par ailleurs, si des projets de rénovation urbaine d'envergure étaient conçus, ils pourraient être financés à 95% par des organismes relevant des autres paliers gouvernementaux ¹⁹. C'est donc dire que les politiques municipales inexistantes dans ce domaine ne sont pas dues à une absence de ressources fiscales, mais à un abandon de toute initiative en ce qui a trait à l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

Le bilan des dix dernières années de gestion municipale indique une absence totale de politique sociale, qui s'associe à une politique de prestige bien connue, ainsi qu'à une insistance particulière à développer l'appareil répressif. Ces trois aspects qui caractérisent l'administration municipale, et qui sont des symptômes inquiétants de fascisation ne peuvent pas être attribués seulement à l'impossibilité d'agir sur les

¹⁸ On sait par ailleurs que ces loyers, supposément modiques sont plus élevés de 30 à 80% que ceux que payaient les locataires qui habitaient les logements détruits cf. Dumas Evelyn, *The Montreal Star*, 11 juillet 1970.

¹⁹ D'après le rapport d'activités du Service de l'habitation de la ville de Montréal, mai 1970.

sources réelles des conflits sociaux, faute de pouvoirs suffisants au niveau municipal.

Malgré l'accumulation des dominations qui écrasent le citoyen montréalais, le pouvoir municipal pourrait avoir comme recours de s'appuyer précisément sur cette base populaire, que forment les citoyens afin d'exiger des mesures qui iraient à l'encontre des privilèges que conservent, par exemple, les banlieues et leurs résidents, par rapport à la ville de Montréal. Mais les trois caractéristiques de la gestion municipale, mégalomanie, répression et négligence des problèmes sociaux confirment le constat que le pouvoir municipal semble avoir plutôt partie liée avec la classe dominante non seulement parce que ses politiques ont pour effet de consolider la structure de domination existante, telle qu'elle s'exprime à Montréal, mais aussi parce que sa politique répressive vise, non seulement ceux qui contestent sur le plan municipal, mais aussi les groupes qui ont des objectifs socio-politiques globaux et qui conséquemment ne s'attaquent pas au pouvoir municipal, mais remettent en question d'autres niveaux de domination.

La crise politique d'octobre 1970 est semblable, dans plusieurs de ses processus fondamentaux à celle de l'automne 1969 qui s'est aussi concentrée à Montréal. Un rappel de ces événements permettra de faire ressortir les ressemblances en particulier sur le plan des politiques répressives et d'en tirer les conséquences.

La crise d'octobre 1969 s'amorça à l'occasion de la grève des policiers le 7 octobre. Pendant la grève, une manifestation du Mouvement de libération du taxi, au siège de la Murray Hill, s'organise et plus tard, tourne à la violence. Quelques semaines après, la présentation du Bill 63 soulève des tollés de protestations, débrayages et manifestations pendant une dizaine de jours ; une autre manifestation, demandant la libération de Vallières et Gagnon, a lieu à la même époque.

Bien que l'agitation soit concentrée à Montréal, les objectifs de ces mouvements ne visent aucunement l'administration Drapeau-Saulnier. Malgré cela, ces derniers passent à l'offensive. Ils font adopter par le conseil municipal un règlement interdisant les manifestations (règlement dont plusieurs juges ont depuis déclaré l'inconstitutionnalité).

D'autre part, le président du conseil exécutif attaque violemment la Compagnie des jeunes Canadiens, alors qu'à aucun moment, depuis le début de cette crise, les mouvements politiques urbains n'étaient intervenus.

Saulnier réussit à obtenir la tenue d'une enquête parlementaire et à faire peser suffisamment de soupçons sur les volontaires (comme le faisait McCarthy pendant les années '50 aux États-Unis) pour arriver à la démanteler en bonne partie. Saulnier accuse la CJC d'être un repaire d'agitateurs qui ne visent qu'à créer des situations conflictuelles, s'infiltrant dans tous les milieux, et qui veulent constituer des forces révolutionnaires. Jamais il ne prouvera ses accusations (autre point de ressemblance avec McCarthy), mais il réussira à faire resserrer suffisamment les contrôles administratifs sur les activités des volontaires pour que l'action de ceux-ci (par définition, demandant une grande souplesse) s'en trouve paralysée. Beaucoup de volontaires, conscients de l'impasse, démissionnent.

À ce moment, le pouvoir municipal visait à détruire un mouvement politique urbain en formation avant que celui-ci ne prenne trop d'ampleur. Il a tenté de le faire en invoquant le climat d'agitation sociale qui régnait, mais auquel les mouvements urbains n'avaient rien à voir. De même, en 1970, à l'occasion du climat créé par les deux enlèvements réalisés par le FLQ, le gouvernement fédéral, en particulier, tente de démolir deux adversaires politiques gênants ; c'est-à-dire d'une part, le mouvement nationaliste technocratique qui vise l'autonomie du Québec et d'autre part, le mouvement de gauche, surtout exprimé, à ce moment, par l'action du FRAP ; contre ce dernier mouvement, le pouvoir municipal lui prête évidemment main forte, Drapeau reprenant les propos de Marchand en ce qui a trait au rôle de « couverture » du FRAP à l'égard du FLQ. Ce type d'attaque « préventive », visant à écraser un mouvement d'opposition dans l'œuf, avant qu'il n'ait la chance de se développer est du même ordre que les éléments de la nouvelle loi d'urgence permettant de condamner des accusés rétroactivement.

Ces procédés sont particulièrement révélateurs parce qu'en moment de crise, les rapports de pouvoirs apparaissent à nu. Ils permettent ainsi de voir plus clairement quels mécanismes idéologiques sont utilisés

par les dirigeants pour justifier leur inaction et masquer leur impossibilité d'agir à l'encontre des dominations qui fondent leur propre pouvoir.

La légitimité des pouvoirs publics repose en grande partie sur leur capacité - ou sur la perception que les gens en ont - à régler les problèmes qui confrontent une société.

Cette légitimité a pour premier corollaire que la complexité des problèmes nécessite une connaissance technique que seul l'appareil gouvernemental peut arriver à avoir ; le second corollaire est qu'il est nécessaire d'aborder les problèmes de façon « fonctionnelle » en les sériant.

Ces prétentions ne sont pas nécessairement erronées. Cependant l'ensemble du raisonnement devient faux si dans l'isolement d'un palier de problèmes, on en choisit un dont les problèmes sont *déterminés* par ceux d'un autre palier. Les propos des pages précédentes ont suffisamment analysé l'influence de la domination économique sur des problèmes qui étaient traités isolément pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister sur le fait que les politiques sociales ne touchant pas les structures économiques ne peuvent rien régler, mais seulement mieux aménager, diminuer certaines tensions. En ce sens, les pouvoirs gouvernementaux sont d'une complicité objective dans la perpétuation d'inégalités sociales ²⁰.

Dans la mesure où la légitimité gouvernementale, à tous les niveaux de gouvernement, repose sur le mythe du traitement fonctionnel des problèmes, les rapports des pouvoirs gouvernementaux avec les mouvements d'opposition s'expriment dans les termes de cette idéologie fonctionnelle et empruntent la forme du réductionnisme. Toute contestation, portant sur un problème ou un autre, devient menaçante pour les pouvoirs gouvernementaux si leur légitimité (c'est-à-dire leur capacité d'agir sur le problème) est remise en question. Elle l'est remise en question, cette légitimité, quand un mouvement de contestation provoque une prise de conscience qui relie un problème donné à l'en-

²⁰ Qui n'ont que le tort de ne pas être originales selon Jean Marchand.

semble des contradictions, de sorte que ce problème prend alors une signification dont l'avait dépouillé le découpage fonctionnel artificiel.

La crise actuelle atteint profondément cette légitimité parce qu'elle a révélé d'un coup, par le truchement du manifeste du FLQ, la totalité des problèmes sociaux non résolus mais qui ne sont habituellement d'actualité, qu'un par un, au fil des années.

Leur propre légitimité atteinte, les pouvoirs gouvernementaux ripostent en tentant de déraciner les mouvements qui soulèvent des problèmes et dévoilent les contradictions. L'attaque réductionniste est double ²¹ : il y a ceux qui sont accusés de créer la confusion et de semer le désordre en ayant des objectifs globaux et en refusant un découpage « fonctionnel ». Comme il existe, par ailleurs, des groupes d'oppositions qui ont des objectifs spécifiques et clairement définis et qui ne peuvent par conséquent être rangés dans cette catégorie, il faut en ajouter une autre. Cette nouvelle distinction sépare les fauteurs de troubles en deux fractions : les manipulateurs et les manipulés. Par un curieux tour de passe-passe, cette opposition permet ensuite de mieux assimiler l'ensemble de ces opposants en un immense mouvement qui vise, consciemment ou pas, à renverser le pouvoir.

Illustrons cette logique du pouvoir par les événements de '69 et de '70 à Montréal. En '69, Saulnier veut déraciner tout mouvement politique urbain qui est en formation avant que celui-ci ne prenne trop d'ampleur. Les comités de citoyens eux-mêmes à cette époque, ont des objectifs précis relatifs à la rénovation urbaine et aux cliniques médicales, par exemple. Il faut donc trouver des éléments subversifs à idéologie globalisante ailleurs. La Compagnie des jeunes Canadiens, par la nature même de ses objectifs d'animation, est une cible de choix ; tous les soupçons sont possibles. Les volontaires de la CJC deviennent donc les manipulateurs ; les comités de citoyens les manipulés et, les deux réunis, un mouvement subversif.

En '70, l'opération est plus complexe et le gouvernement fédéral hésite entre plusieurs interprétations. Évidemment les manipulés sont les citoyens influençables qui pourraient être d'accord avec le contenu

²¹ Comme l'explique Jean-Paul Brodeur, ce type d'opération est toujours binaire.

du manifeste du FLQ, mais l'identification du manipulateur est plus difficile. Si le FLQ est constitué de 3,000 membres, du coup, l'appréhension d'une insurrection est fondée et le manipulateur, dévoilé. Par ailleurs dans la mesure où on a fait du FLQ entre-temps une « bande d'assassins » et un groupuscule, il faut trouver des « relais de manipulation ». On créera donc de toutes pièces un réseau d'intermédiaires entre les premiers manipulateurs et les manipulés : le cartel syndical, les personnalités québécoises qui ont signé un appel à la négociation, le FRAP, deviennent autant de manipulateurs manipulés nécessaires aux pouvoirs politiques pour retrouver leur légitimité.

On voit donc apparaître clairement le double rôle de l'idéologie fonctionnelle dont se prévalent les pouvoirs gouvernementaux. Cette idéologie d'une gestion efficace et compétente par une approche sérieuse des problèmes masque, d'une part, le véritable rôle de l'État qui est la consolidation de la domination économique par l'aménagement des tensions du système. Mais de plus, elle est une arme politique que les pouvoirs publics utilisent pour discréditer tout groupe d'opposition qui réussit à établir des liens entre des problèmes sociaux particuliers et les contradictions sur lesquelles se fonde le système.

En conclusion, on ne peut comprendre la dynamique de la crise des dernières semaines sans faire l'analyse de la conjonction des contradictions qui déterminent l'évolution de notre société.

Au premier rang de ces contradictions, il faut placer la domination économique que subit le Québec et que manifestent les mouvements incontrôlés de capitaux étrangers ; l'écart économique structurel entre l'Ontario et le Québec, écart perpétué par les principales composantes de la politique économique canadienne ; et les problèmes de ségrégation ethnique qui plongent leurs racines dans les rapports diversifiés que les groupes ethniques maintiennent avec les activités économiques.

Ces aspects structurels, le plus souvent masqués par le déroulement quotidien de l'actualité, ont été mis en relief, dès le début de la crise, de manière plus ou moins complète tant par les prises de position de groupes qui se sont opposés aux mesures brutales des gouvernements

que par les analyses de la presse étrangère cherchant à expliquer la trame causale de la crise.

Mais bien que la situation de domination économique des Canadiens français ait été mise en relief, cette situation n'a guère été reliée à l'inefficacité chronique des politiques gouvernementales. Pourtant, le traitement fonctionnel des problèmes que tente ce dernier, creuse la distance sociale qui existe entre les diverses classes au Québec et consolide la position sociale dominante de la classe moyenne technocratique. C'est en ce sens que les politiques du gouvernement du Québec contribuent à développer des conditions propices à de telles crises en laissant pourrir les problèmes.

A Montréal, comme l'analyse l'a démontré, ces deux aspects de la crise politique, c'est-à-dire d'une part le rôle de révélateur et d'autre part l'effet d'éclatement sont particulièrement accentués. C'est donc dans la métropole que le troisième aspect de la crise est aussi le plus marqué. En effet, le rôle de multiplicateur de la crise est dû au fait qu'elle identifie clairement les intérêts auxquels sont liés les différents groupes sociaux. Comme c'est à Montréal que sont le plus structurées les pratiques des différentes catégories sociales qui s'affrontent dans la lutte politique actuelle, c'est là qu'est ressentie le plus nettement la nécessité pour la classe ouvrière de définir ses objectifs propres et son action de façon autonome. C'est ainsi que, bien qu'elle soit tiraillée par l'enjeu nationaliste, c'est à Montréal qu'on voit le plus clairement la classe ouvrière commencer à se démarquer des objectifs définis par et en fonction de la classe moyenne technocratique.

1971

Fin du texte